

*Questions orales*

**Une voix:** . . . qui était premier ministre provincial et qui a réussi à se faire réélire!

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** La question!

**M. le Président:** Je prie le député de bien vouloir poser sa question.

**M. Barrett:** Monsieur le Président, je voudrais remercier les députés pour cet accueil si chaleureux. Ils se comportent aussi mal que les créditistes de Zalm!

**M. le Président:** Le député voudra bien poser sa question.

**M. Barrett:** Le premier ministre sait-il que M. Lougheed fait partie du conseil d'administration . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Nystrom:** Arrêtez donc de chahuter un nouveau député!

**M. Barrett:** Monsieur le Président, le premier ministre sait-il que M. Lougheed fait aussi partie du conseil d'administration? Sait-il que l'actuel président de Northern Telecom est le deuxième vice-président de l'Association des manufacturiers canadiens et qu'à ce titre, il a très activement fait campagne pour l'Accord de libre-échange? Comment le premier ministre peut-il s'attendre . . .

**Des voix:** La question!

**M. le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Non, monsieur le Président, je n'étais pas au courant de ce conflit d'intérêts vraiment choquant. Je remercie le député de me le signaler. Je voudrais seulement lui dire qu'avec tous ces gens infâmes qui siègent à la Commission avec M. de Grandpré, il y a M. Wagner, le président de l'Université de Calgary . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**Une voix:** Quelle horreur!

**M. Mulroney:** Bien sûr, ce fait en soi est une horreur, mais il y a pire: M. de Grandpré a pour proche collaborateur James McCambly, le président de la Fédération canadienne du travail.

**Des voix:** Oh, oh!

**Une voix:** Rien à craindre, Ed, vous êtes en parfaite sécurité!

\* \* \*

**LES RÉFUGIÉS****L'ARRIÉRÉ DANS LE TRAITEMENT DES DEMANDES DU STATUT DE RÉFUGIÉ**

**M. Sergio Marchi (York-Ouest):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Immigration.

S'il y a un secteur qui a été mal administré par le dernier gouvernement et qui continue de l'être, c'est bien celui de la politique sur les réfugiés.

L'arriéré est passé de 9 500 en 1984 à plus de 70 000 aujourd'hui, et le gouvernement n'a pris aucune mesure entre-temps pour essayer de régler le problème.

Sans tenir compte du fait qu'il faudrait en réalité procéder à une réforme globale du système relatif aux réfugiés au Canada, la ministre peut-elle dire à la Chambre, et aux Canadiens du même coup, quand le gouvernement prendra des mesures pour réduire cet arriéré qui atteint des proportions alarmantes et qui menace tout le processus même de détermination du statut de réfugié? Quelles mesures précises compte-t-elle prendre?

**L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, s'il y a eu une augmentation de l'arriéré ces deux ou trois dernières années, il n'y a personne ici qui ne sache à qui la faute, puisqu'il a fallu deux ans pour faire adopter les mesures législatives nécessaires.

Je commence à en avoir assez des reproches du député au sujet de cet arriéré qui a commencé à s'accumuler avant que nous n'accédions au pouvoir et qui a continué de s'accroître parce que l'opposition a retardé indûment l'adoption des mesures législatives qui s'imposaient.

**Des voix:** Oh, oh!

**Mme McDougall:** Je peux informer la Chambre que le processus sera grandement amélioré grâce aux procédures qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier prochain. Les fonctionnaires de mon ministère ont travaillé très fort pour régler ce problème, et je suis certaine que ces nouvelles procédures seront exemplaires.